

Répudier la dette publique

Murray Rothbard

Cet article a été originellement publié sur le site du Mises Institute (mises.org) dans le cadre de l'anthologie de Wenzel. Les titres de section sont du traducteur.

La trahison de Reagan

Au printemps 1981, les républicains conservateurs de la Chambre des représentants ont pleuré. Ils pleuraient parce que, dans la première vague de la Révolution Reagan, qui était censée apporter des coupes drastiques dans les dépenses publiques et les impôts, ainsi qu'un budget équilibré, il leur était demandé par la Maison Blanche et leurs propres dirigeants de voter pour une augmentation de la limite légale de la dette publique fédérale, qui a ensuite atteint le plafond légal d'un billion de dollars. Ils pleuraient parce que toute leur vie, ils avaient voté contre l'augmentation de la dette publique, et maintenant on leur demandait, leur propre parti et leur propre mouvement, de violer leurs principes de toujours. La Maison Blanche et sa direction leur assuraient que cette violation, en principe, serait la dernière : qu'il était nécessaire pour une dernière fois d'augmenter le plafond de la dette pour donner au Président Reagan une chance de parvenir à un budget équilibré et de commencer à rembourser la dette. Beaucoup de ces républicains en larmes avaient annoncé qu'ils prenaient cette étape décisive parce qu'ils avaient profondément confiance en leur Président, qui ne les laisserait pas tomber.

De belles paroles. En un sens, les gestionnaires de Reagan avaient raison : il n'y avait plus de larmes, plus de plaintes, car les principes eux-mêmes avaient été vite oubliés, envoyés dans les poubelles de l'histoire. Les déficits et la dette publique se sont depuis lors massivement entassés, et peu de personnes s'en soucient, encore moins les républicains conservateurs. Après quelques années, la limite légale fut augmentée automatiquement. À la fin du règne de Reagan, la dette fédérale était de 2,6 billions de dollars, elle est maintenant de 3,5 billions de dollars et est en hausse rapide¹. Et c'est le côté optimiste de la situation, parce que si vous ajoutez les garanties de prêts « hors-budget », et les charges, la grande dette fédérale totale est de 20 billions de dollars.

Avant l'ère Reagan, les conservateurs étaient clairs sur ce qu'ils pensaient des déficits et de la dette publique : un budget équilibré était bon, et les déficits et la dette publique étaient mauvais, entassés par les keynésiens et les socialistes qui dépensent sans compter, qui proclamaient de manière absurde qu'il n'y avait rien de mal ou d'onéreux à propos de la dette publique. D'après les célèbres déclarations de l'apôtre keynésien de gauche de la «

¹ NdT : La dette publique fédérale américaine était de 17 billions de \$ en octobre 2012. Depuis l'écriture de l'article de Rothbard en 1992, la dette publique fédérale a donc été multipliée par cinq, en à peine vingt ans.

finance fonctionnelle », le Professeur Abba Lerner, il n'y a rien de mal avec la dette publique parce que « nous la devons à nous-mêmes ». En ces temps, au moins, les conservateurs étaient assez astucieux pour se rendre compte que cela faisait une énorme différence de montant, lors du combat avec les collectifs obscurément nommés, entre celui qui fait partie de « nous » (le contribuable accablé) et celui qui fait partie de « nous-mêmes » (ceux qui vivent en dehors du produit de la fiscalité).

Depuis Reagan, cependant, la vie intellectuelle et politique est allée à l'envers. Les conservateurs et les supposés économistes « libéraux » ont retourné leur veste pour trouver de nouvelles raisons pour lesquelles « les déficits n'importent pas », pourquoi nous devrions tous nous détendre et profiter du processus. Peut-être que l'argument le plus absurde des Reaganomistes était que nous ne devrions pas nous inquiéter de l'augmentation de la dette publique parce qu'elle était adaptée au bilan fédéral par une expansion des « actifs » publics. Il y avait là un nouveau tournant dans la macroéconomie libérale : les choses vont bien car la valeur des actifs étatiques monte ! Dans ce cas, pourquoi l'État ne nationalise-t-il pas purement et simplement tous les actifs ? Les Reaganomistes en sont venus en effet à tous les arguments imaginables pour justifier la dette publique, à l'exception de la phrase d'Abba Lerner, et je suis convaincu qu'ils ne recyclent pas cette phrase parce qu'il serait difficile de la soutenir avec un visage impassible à un moment où la propriété étrangère de la dette publique est en pleine ascension. Même en dehors de la propriété étrangère, il est beaucoup plus difficile de soutenir la thèse de Lerner qu'auparavant. À la fin des années 30, lorsque Lerner a énoncé sa thèse, le total des paiements d'intérêt sur la dette publique a été d'un milliard de dollars. Maintenant, ils ont grimpé en flèche à 200 milliards de dollars, le troisième élément le plus important dans le budget fédéral, après l'armée et la sécurité sociale : le « nous » devient de plus en plus minable par rapport au « nous-mêmes ».

Considérations générales sur la dette

Pour penser intelligemment sur la dette publique, nous devons d'abord revenir aux principes premiers et considérer la dette en général. En d'autres termes, une opération de crédit survient lorsque C, le créancier, transfère une somme d'argent (disons 1000 dollars) à D, le débiteur, en échange de la promesse que D remboursera C dans le délai d'un an avec paiement des intérêts. Si le taux d'intérêt convenu de la transaction est de 10%, alors le débiteur s'oblige à payer dans un délai d'un an 1100 dollars au créancier. Ce remboursement termine la transaction, qui contrairement à une vente régulière, se déroule au fil du temps.

Jusqu'à présent, il est clair qu'il n'y a rien de « mal » avec la dette privée. Comme pour tout commerce privé ou échange sur le marché, les deux parties de l'échange gagnent, et personne ne perd. Mais supposons que le débiteur est stupide, que cela dépasse ses capacités financières, et qu'il se rend compte qu'il ne peut pas rembourser la somme qu'il avait acceptée ? Ceci, bien sûr, est un risque encouru par la dette, et le débiteur a intérêt à garder ses dettes jusqu'à ce qu'il puisse assurément rembourser. Mais ce n'est pas un problème de dette à lui seul. Tout consommateur peut dépenser bêtement. Un homme peut faire sauter tout son salaire sur un bijou coûteux et ensuite se rendre compte qu'il ne peut pas nourrir sa famille. Donc la folie des consommateurs n'est guère un problème confiné à la dette seule.

Mais il y a une différence cruciale : si un homme est dépassé par ses capacités de remboursement et ne peut pas payer, le créancier souffre aussi, car le débiteur n'a pas réussi à rendre la propriété du créancier. Dans un sens profond, le débiteur qui ne parvient pas à rembourser les 1100 dollars dus au créancier a volé la propriété qui appartient au créancier. Nous avons ici non seulement une dette civile, mais un délit, une agression contre la propriété d'autrui.

Le sort des débiteurs

Au cours des siècles précédents, l'infraction commise par le débiteur insolvable était considérée comme grave, et à moins que le créancier fût prêt à « pardonner » la dette par charité, le débiteur continuait à devoir de l'argent plus l'accumulation des intérêts, plus les pénalités pour la poursuite du non-paiement. Souvent, les débiteurs étaient envoyés en prison jusqu'à ce qu'ils puissent payer – un peu draconien peut-être, mais au moins dans le véritable esprit de faire respecter les droits de propriété et de faire respecter l'inviolabilité des contrats. Le problème pratique majeur était la difficulté pour les débiteurs en prison de gagner l'argent pour rembourser le prêt. Peut-être qu'il aurait été préférable de permettre au débiteur d'être libre, à condition que ses revenus aillent payer le créancier pour son dû.

Dès le XVII^e siècle, cependant, les États ont commencé à sangloter sur le sort des malheureux débiteurs, en ignorant le fait que les débiteurs insolubles s'étaient mis eux-mêmes dans leur situation, et ils ont commencé à subvertir leur propre fonction proclamée de l'exécution des contrats. Les lois sur la faillite ont été adoptées, qui, de plus en plus, ont laissé les débiteurs se débrouiller, et ont empêché les créanciers d'obtenir leur propre propriété. Le vol était de plus en plus toléré, l'imprévoyance était subventionnée, et l'épargne était entravée. En fait, avec le dispositif moderne du chapitre 11, institué par la loi sur la réforme des faillites de 1978, non seulement les gestionnaires et les actionnaires inefficaces et imprévoyants s'en tirent facilement, mais ils restent souvent dans des positions de pouvoir, sans dette et gérant encore leurs entreprises, et affligeant les consommateurs et les créanciers de leurs inefficacités. Les économistes utilitaristes néoclassiques modernes ne voient rien de mal à cela. Le marché, après tout, « s'adapte » à ces changements dans la loi. Il est vrai que le marché peut s'adapter à presque tout, et donc ? Entraver les créanciers signifie que les taux d'intérêt augmentent en permanence, pour le sérieux et l'honnête ainsi que pour les imprévoyants, mais pourquoi les premiers devraient-ils être taxés pour subventionner les seconds ? Mais il y a des problèmes plus profonds avec cette attitude utilitariste. C'est la même revendication amoralisée des mêmes économistes, qui veut qu'il n'y ait rien de mal avec la montée du crime contre les résidents ou les commerçants du centre-ville. Le marché, affirment-ils, s'adaptera et proposera des rabais pour de tels taux élevés de criminalité, et donc les loyers et la valeur des logements seront plus faibles dans les régions du centre-ville. Alors tout sera pris en charge. Mais quelle sorte de consolation est-ce ? Et quelle sorte de justification à l'agression et au crime ?

Dans une société juste, alors, seul le pardon volontaire des créanciers laisserait les débiteurs s'en tirer facilement, sinon, les lois sur les faillites sont une invasion injuste des droits de propriété des créanciers.

Un mythe à propos des « débiteurs » est que les débiteurs sont habituellement pauvres et que les créanciers sont riches, de sorte qu'intervenir pour sauver les débiteurs est simplement une exigence de « justice » égalitaire. Mais cette hypothèse n'a jamais été vraie : dans les affaires, plus riche est l'homme d'affaires, plus il est susceptible d'être un large débiteur. Ce sont les dettes des Donald Trump et de Robert Maxwell de ce monde qui dépassent spectaculairement leurs actifs. La pression exercée pour l'intervention au nom des débiteurs a généralement été défendue par des grandes entreprises avec de larges dettes. Dans les sociétés modernes, l'effet des lois sur la faillite toujours plus restrictives a été d'entraver les créanciers obligataires pour le bénéfice des actionnaires et des dirigeants actuels, qui sont généralement installés par, et alliés avec, quelques grands actionnaires dominants. Le fait qu'une entreprise soit insolvable démontre que ses gestionnaires ont été inefficaces, et qu'ils doivent être rapidement retirés de la scène. Les lois sur la faillite qui maintiennent la prolongation de la règle des gestionnaires existants envahit non seulement les droits de propriété des créanciers, mais nuit également aux consommateurs et au système économique entier en empêchant le marché de purger les gestionnaires imprévoyants et inefficaces et les actionnaires, et de transférer la propriété des actifs industriels aux créanciers les plus efficaces. Non seulement cela. Dans un article récent d'une revue de droit, Bradley et Rosenzweig ont montré que les actionnaires, autant que les créanciers, ont perdu un montant significatif d'actifs dus à l'instauration du Chapitre 11 en 1978. Comme ils écrivent, « si les obligataires et les actionnaires sont tous les deux perdants en vertu du Chapitre 11, alors qui sont les gagnants ? » Les gagnants se révèlent être, de manière remarquable et sans surprise, les gestionnaires d'entreprises existants, inefficaces, ainsi que les avocats assortis, les comptables, et les conseillers financiers qui gagnent des frais énormes de réorganisation de faillites.

Dans une économie de libre marché qui respecte les droits de propriété, le volume de la dette privée est auto-contrôlé par la nécessité de rembourser le créancier, car aucun État paternaliste ne vous laissera filer facilement. En outre, le taux d'intérêt qu'un débiteur doit payer ne dépend pas seulement du taux général de préférence temporelle, mais aussi du degré de risque qu'un débiteur pose à un créancier. Un bon risque de crédit sera une « prime à l'emprunteur », qui paiera relativement peu d'intérêts. D'autre part, une personne imprévoyante ou un fugitif qui a été en faillite avant, aura à payer un taux d'intérêt beaucoup plus élevé, proportionnel au degré de risque sur le prêt.

Différences entre dette publique et dette privée

La plupart des gens, malheureusement, appliquent la même analyse à la dette publique qu'ils le font à la dette privée. Si l'inviolabilité des contrats devait régner dans le monde de la dette privée, ne devrait-elle pas être tout aussi sacro-sainte dans la dette publique ? La dette publique ne devrait-elle pas être régie par les mêmes principes que la dette privée ? La réponse est non, même si une telle réponse peut choquer la sensibilité de la plupart des gens. La raison est que les deux formes de la transaction-dette sont totalement différentes. Si j'emprunte de l'argent à partir d'une banque de crédit hypothécaire, je conclus un contrat pour transférer mon argent à un créancier à une date future ; dans un sens profond, il est le

véritable propriétaire de l'argent à ce moment-là, et si je ne paie pas, je le vole de sa propriété légitime. Mais quand l'État emprunte de l'argent, ce n'est pas le gage de ses propres deniers : ses propres ressources ne sont pas endettées. L'État n'engage pas sa propre vie, sa fortune, et l'honneur sacré de rembourser la dette, mais les nôtres. C'est une cavalerie, et une transaction, de teints très différents.

Car contrairement au reste d'entre nous, l'État ne vend pas de biens ou de services productifs et donc ne gagne rien. Il ne peut obtenir de l'argent qu'en pillant nos ressources à travers les impôts, ou à travers la taxe déguisée de la contrefaçon légalisée appelée « l'inflation ». Il y a des exceptions, bien sûr, comme lorsque l'État vend des timbres aux collectionneurs ou transporte notre courrier avec une grave inefficacité, mais la grosse majorité des revenus étatiques est acquise par l'impôt ou son équivalent monétaire. En fait, à l'époque de la monarchie, et surtout dans la période médiévale avant l'avènement de l'État moderne, les rois obtenaient eux-mêmes l'essentiel des revenus de leurs biens privés – tels que les forêts et les terres agricoles. Leur dette, en d'autres termes, était plus privée que publique, et de ce fait, leur dette s'élevait à presque rien par rapport à la dette publique qui a commencé en beauté à la fin du XVII^e siècle.

La transaction de la dette publique est donc très différente de la dette privée. Au lieu d'un créancier à faible préférence temporelle échangeant de l'argent contre la reconnaissance de dette d'un débiteur à grande préférence temporelle, l'État reçoit maintenant de l'argent de ses créanciers, les deux parties se rendant compte que l'argent sera remboursé non à partir des poches ou des cachettes des politiciens et des bureaucrates, mais des portefeuilles pillés et des sacs à main des contribuables malheureux, les sujets de l'État. L'État reçoit l'argent par la coercition fiscale, et les créanciers publics, loin d'être innocents, savent très bien que leurs produits vont sortir de cette même contrainte. En bref, les créanciers publics sont maintenant prêts à remettre l'argent à l'État afin de recevoir une part du butin de l'impôt dans le futur. C'est le contraire d'un marché libre, ou d'une transaction réellement volontaire. Les deux parties sont immoralement contractantes d'une participation à la violation des droits de propriété des citoyens dans le futur. Les deux parties font par conséquent des accords sur la propriété d'autrui, et cela mérite d'être connu. La transaction de crédit public n'est pas un véritable contrat qui a besoin d'être considéré comme sacro-saint, pas plus que les voleurs partageant à l'avance les résultats de leur pillage ne doivent être traités par une sorte de contrat sanctifié.

Toute fusion de la dette publique dans une transaction privée doit reposer sur la notion commune mais absurde selon laquelle l'imposition est réellement « volontaire », et que chaque fois que l'État fait quelque chose, « nous » le faisons volontairement. Ce mythe commode était exposé avec un ton humoristique mais incisif par le grand économiste Joseph Schumpeter : « La théorie qui assimile les impôts à des cotisations de cercles ou à l'achat des services, par exemple, d'un médecin, prouve seulement combien cette branche des sciences sociales reste encore étrangère à l'application des méthodes scientifiques. »² La morale et l'utilité économique vont généralement de pair. Contrairement à Alexandre Hamilton, qui a parlé à une petite mais influente clique de créanciers publics de New York et de

² Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*.

Philadelphie, la dette nationale n'est pas une « bénédiction nationale ». Le déficit public annuel, plus le paiement de l'intérêt de la dette, qui ne cessent d'augmenter dans le total que la dette accumule, canalisent de plus en plus l'épargne privée précieuse et rare, et en font des gâchis publics inutiles qui « évincent » les investissements productifs. Les économistes de l'establishment, y compris les Reaganomistes, éludent habilement la question en qualifiant arbitrairement d'« investissements » la quasi-totalité des dépenses publiques, faisant penser que tout va bien, que tout est épatant, parce que l'épargne est « investie » de manière productive. Cependant, en réalité, les dépenses publiques ne se qualifient pas d'« investissements » dans un sens orwellien : l'État dépense réellement au nom des « biens de consommation » et des désirs des bureaucrates, des politiciens, et de leurs groupes de clients dépendants. Les dépenses publiques, donc, plutôt que d'être des « investissements », sont des dépenses de consommation d'une sorte particulièrement inutile et improductive, car elles sont livrées non par les producteurs mais par une classe parasite qui vit au large, et affaiblit de plus en plus le secteur privé productif. Ainsi, nous voyons que les statistiques ne sont pas le moins du monde « scientifiques » ou « sans valeur » : la manière dont les données sont classées – si par exemple, les dépenses publiques sont de la « consommation » ou de « l'investissement » – dépend de la philosophie politique et des idées du classificateur.

Le fardeau de la dette

Les déficits et une dette grimpante sont donc un fardeau croissant et intolérable sur la société et l'économie, à la fois parce qu'elles augmentent le fardeau de la dette et parce qu'elles épuisent de plus en plus les ressources de la production vers le secteur « public », contreproductif et parasitaire. En outre, chaque fois que les déficits sont financés par l'expansion du crédit bancaire – en d'autres termes, en créant de la nouvelle monnaie – les questions deviennent encore pires, puisque l'inflation de crédit crée une inflation des prix permanente et croissante ainsi que des vagues de « cycles économiques » de prospérité et de récession.

C'est pour toutes ces raisons que les Jeffersoniens et les Jacksoniens (qui, contrairement aux mythes des historiens, étaient extraordinairement compétents en théorie économique et monétaire) ont haï et méprisé la dette publique. En effet, la dette nationale a été payée deux fois dans l'histoire américaine, la première fois par Thomas Jefferson et la seconde, et sans doute la dernière fois, par Andrew Jackson.

Malheureusement, le remboursement de la dette nationale, qui va bientôt atteindre 4 billions de dollars, va bientôt entraîner la faillite de l'ensemble du pays. Pensez aux conséquences de l'imposition de nouveaux impôts de 4 billions de dollars aux États-Unis l'année prochaine ! Une autre façon, et presque aussi dévastatrice, de rembourser la dette publique serait d'imprimer 4 billions de dollars de nouvelle monnaie – soit en dollars papier ou en créant un nouveau crédit bancaire. Cette méthode serait extraordinairement inflationniste, et les prix exploseraient très rapidement, ruinant tous les groupes dont les revenus n'auraient pas augmenté dans la même mesure, et détruisant la valeur du dollar. Mais c'est en substance ce qui se passe dans les pays qui pratiquent l'hyper-inflation, comme l'Allemagne en 1923, et dans d'innombrables pays, en particulier dans le Tiers-Monde. Si un pays gonfle la monnaie

pour augmenter sa dette, les prix augmentent de sorte à ce que les dollars, les marks ou les pesos que reçoivent les créanciers valent beaucoup moins que les dollars ou les pesos qu'ils ont originellement prêtés. Quand un Américain achetait une obligation allemande de 10 000 marks en 1914, elle valait plusieurs milliers de dollars. Ces 10 000 marks à la fin 1923 n'auraient pas valu plus d'un bâton de chewing-gum. L'inflation est donc une manière sournoise et une manière terriblement destructrice de répudier indirectement la « dette publique ». Elle est destructrice car elle ruine l'unité de monnaie, dont les individus et les entreprises dépendent pour le calcul de toutes leurs décisions économiques.

Répudier la dette publique

Je propose donc d'une manière apparemment drastique mais en réalité beaucoup moins destructrice de rembourser la dette publique d'un seul coup : la répudiation pure et simple de la dette. Considérons cette question : pourquoi les pauvres, les citoyens maltraités de Russie, de Pologne ou des autres pays ex-communistes sont liés par les dettes contractées par leurs anciens maîtres communistes ? Dans la situation communiste, l'injustice est claire : elle est que les citoyens qui luttent pour la liberté et pour une économie libérale doivent être taxés pour payer les dettes contractées par l'ancienne classe dirigeante monstrueuse. Mais cette injustice diffère seulement par le degré de dette publique « normale ». Car, au contraire, pourquoi l'État communiste de l'Union soviétique serait lié par les dettes contractées par l'État tsariste qu'ils détestaient et ont renversé ? Et pourquoi devrions-nous, citoyens américains d'aujourd'hui en lutte, être liés par des dettes créées par une élite dirigeante passée qui a contracté ces dettes à nos dépens ? Un des arguments convaincants contre les « réparations » visant à payer les Noirs pour l'esclavage passé, c'est que nous, les vivants, n'avons pas été esclavagistes. De même, nous, les vivants, n'avons pas contracté dans le passé ou le présent des dettes contractées par les politiciens et les bureaucrates de Washington.

Bien que largement oubliée par les historiens et le public, la répudiation de la dette publique est une partie solide de la tradition américaine. La première vague de répudiation de la dette de l'État est venue pendant les années 1840, après les paniques de 1837 et de 1839. Ces paniques étaient la conséquence d'un boom inflationniste massif alimenté par la Seconde banque des États-Unis dirigée par les Whigs. Surfant sur la vague du crédit inflationniste, de nombreux gouvernements des États, en grande partie ceux qui étaient dirigés par les Whigs, flottaient sur une quantité énorme de dette, dont la plupart était allée dans les travaux publics inutiles (appelés par euphémisme des « améliorations internes »), et dans la création de banques inflationnistes. L'emprunt de dette publique par les gouvernements des États a grimpé de 26 millions de dollars à 170 millions de dollars au cours de la décennie des années 1830. La plupart de ces titres ont été financés par des investisseurs britanniques et néerlandais.

Durant les années déflationnistes de 1840, succédant à la panique, les gouvernements des États étaient confrontés au remboursement de leur dette en dollars, qui avaient maintenant moins de valeur que ceux qu'ils avaient empruntés. De nombreux États, maintenant largement dans les mains démocrates, ont rencontré la crise en répudiant ces dettes, soit

totalemment soit partiellemment en révisant à la baisse leur montant par des « réajustemments ». Plus préciséeemnt, sur les 28 États amérieains dans les années 1840, 9 étaient dans la position glorieuse de n'avoir aucune dette publique, et 1 (le Missouri) avait une dette négligeable. Sur les 18 restants, 9 ont payé l'intérêt sur leur dette publique sans interruption, pendant que 9 (Maryland, Pennsylvanie, Indiana, Illinois, Michigan, Arkansas, Louisiane, Mississipp et Floride) ont répudié une partie ou la totalité de leurs engagements. Parmi ces États, quatre ont fait défaut pendant plusieurs années sur le paiement des intérêts, alors que les cinq autres (Michigan, Mississipp, Arkansas, Louisiane et Floride) ont totalement et définitivement répudié leur dette publique. Comme dans toutes les répudiations de la dette, le résultat était d'évacuer une lourde charge sur le dos des contribuables des États qui ont fait défaut et répudié la dette.

En dehors de l'argument moral ou de la sainteté contractuelle contre la répudiation, que nous avons déjà discutés, l'argument économique classique est que cette répudiation est désastreuse, car qui, dans son esprit droit, prêterait à nouveau à un État qui a répudié ? Mais le contre-argument efficace a rarement été pris en compte : pourquoi davantage de capitaux privés devraient être versés dans les trous à rats de l'État ? C'est précisément l'assèchement du crédit public futur qui constitue l'un des principaux arguments en faveur de la répudiation, car cela signifie l'assèchement avantageux d'un canal majeur détruisant inutilement l'épargne du public. Ce que nous voulons, c'est une épargne abondante et de l'investissement dans les entreprises privées, et un État minimal, à petit budget, austère et maigre. Les gens et l'économie ne peuvent croître de manière prospère et fertile que lorsque l'État est affamé et chétif.

La prochaine grande vague de répudiation de la dette étatique est venue dans le Sud après le fléau de l'occupation du Nord et le fait que la reconstruction leur ait été enlevée. Huit États du Sud (Alabama, Arkansas, Floride, Louisiane, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Tennessee et Virginie) ont procédé, vers la fin des années 1870 et le début des années 1880, sous des régimes démocrates, à une répudiation de la dette imposée à leurs contribuables par l'aventure corrompue et gaspilleuse des États radicaux républicains en reconstruction.

Prospectives

Donc que peut-on faire maintenant ? La dette fédérale actuelle est de 3,5 billions de dollars. Environ 1,4 billions de dollars, soit 40%, est détenu par l'un ou l'autre organisme de l'État fédéral. Il est ridicule pour un citoyen d'être imposé par un bras de l'État fédéral (le fisc) à payer les intérêts et le principal de la dette détenue par un autre organisme de l'État fédéral. Cela permettrait de sauvegarder beaucoup d'argent du contribuable, et économiserait de l'épargne d'un gâchis de plus, d'annuler purement et simplement cette dette. La prétendue dette est simplement une fiction comptable qui fournit un masque sur la réalité et fournit un moyen commode de frapper d'une amende le contribuable. Ainsi, la plupart des gens pensent que l'Administration de la sécurité sociale prend leurs primes et les accumulent, peut-être par un investissement sain, puis « remboursera » le citoyen « assuré » quand il aura 65 ans. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Il n'y a pas d'assurance et il n'y a pas de « fonds », comme il doit y en avoir dans n'importe quel système d'assurance privé. L'État

fédéral prend simplement les « primes » (les impôts) de Sécurité sociale sur la personne jeune, les utilise dans les dépenses générales du Trésor, et puis, lorsque la personne atteint l'âge de 65 ans, prend l'argent de quelqu'un d'autre pour payer la « prestation d'assurance ». La Sécurité sociale, peut-être l'institution la plus vénérée dans la politique américaine, est également le plus grand racket de toutes. C'est tout simplement une chaîne de Ponzi géante contrôlée par l'État fédéral. Mais cette réalité est masquée par l'achat d'obligations d'État par l'Administration de sécurité sociale, le Trésor dépensant ensuite ces fonds dans ce qu'il veut. Mais le fait que l'Administration de sécurité sociale a des obligations d'État dans son portefeuille, et perçoit des intérêts et le paiement du contribuable américain, lui permet de se faire passer pour une entreprise assurantielle légitime.

L'annulation des obligations détenues par les agences fédérales a donc réduit la dette fédérale de 40%. Je préconiserais de passer à la répudiation pure et simple de la dette entière, et de laisser les morceaux tomber où ils peuvent. Le résultat glorieux serait une baisse immédiate de 200 milliards de dollars dans les dépenses fédérales, avec au moins la chance d'obtenir une coupe équivalente en impôts.

Mais si ce système est considéré comme trop draconien, pourquoi ne pas traiter l'État fédéral comme est traitée une faillite privée (en oubliant le Chapitre 11) ? L'État est une organisation, alors pourquoi ne pas liquider les actifs de cette organisation et payer les créanciers (les détenteurs d'obligations étatiques) par une part proportionnelle de ces actifs ? Cette solution ne coûterait rien aux contribuables et une fois de plus, le soulagerait de 200 milliards de dollars de paiement des intérêts annuels. L'État fédéral des États-Unis devrait être contraint de restituer ses biens, de les vendre aux enchères, et ensuite de payer les créanciers en conséquence. Quels actifs étatiques ? Il y a beaucoup d'actifs, de la TVA aux domaines nationaux, comme diverses structures telles que La Poste. Le siège massif de la CIA à Langley, en Virginie, devrait rapporter une belle somme pour suffisamment de logements en copropriété pour l'ensemble de la main-d'œuvre à l'intérieur de la rocade. Nous pourrions peut-être éjecter les États-Unis des Nations Unies, récupérer les terres et les bâtiments, et les vendre pour un logement de luxe sur la Côte est où vivent de nombreuses célébrités. Un autre heureux hasard de ce processus serait une privatisation massive des terres socialisées de l'ouest des États-Unis et du reste de l'Amérique. Cette combinaison de la répudiation et de la privatisation serait un long chemin pour réduire le fardeau fiscal, en établissant la solidité financière, et en désocialisant les États-Unis.

Pour aller sur cette voie, cependant, nous devons d'abord nous débarrasser de la mentalité fallacieuse qui amalgame public et privé, et qui traite la dette publique comme s'il s'agissait d'un contrat de production entre deux propriétaires légitimes.